

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 03/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETRAD

Les Pierrelets
45380 Chaingy

Références : VAT20240594
Code AIOT : 0010007000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement SETRAD implanté La Plaine 45460 Bray-Saint-Aignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETRAD
- La Plaine 45460 Bray-Saint-Aignan
- Code AIOT : 0010007000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SETRAD exploite une installation de compostage sur le territoire de la commune de Bray-Saint-Aignan. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 20 janvier

2013.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Déchets produits par l'installation	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 8.1.7.1	Demande d'action corrective	60 jours
14	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 4.3.2	Demande d'action corrective	60 jours
17	Plage horaire de fonctionnement de l'installation	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 6.2.1	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre d'admission	Arrêté Préfectoral du 20/01/2013, article 8 .1.5	Sans objet
2	Equipement de détection de matières radioactive	Arrêté Préfectoral du 20/01/2013, article 7 .4 . 7.1	Sans objet
3	Procédé de compostage	Arrêté Préfectoral du 20/01/2013, article 8. 1. 7	Sans objet
4	Exploitation et déroulement du procédé de compostage	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 8.1.7	Sans objet
5	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 20/01/2013, article 8. 1. 1	Sans objet
6	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 1.2.1	Sans objet
7	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/01/2013, article 9. 2. 1.	Sans objet
8	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 20/01/2013, article 4. 1. 1.	Sans objet
10	Gestion par lot	Arrêté Ministériel du 20/04/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 30	
11	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 4.3.7	Sans objet
12	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 9.2.3	Sans objet
13	Origines géographiques des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 1.2.3.1	Sans objet
15	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 4.3.2	Sans objet
16	Bassins de confinement	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 7.6.6.1	Sans objet
18	Exploitation et déroulement du procédé de compostage	Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 8.1.7	Sans objet
19	Proportion de déchets verts dans le compost	Code de l'environnement du 07/11/2024, article R 543-313	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2013, article 8 .1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Date prévisionnelle
Prescription contrôlée : Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de : <ul style="list-style-type: none"> • [...] ; • la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'air de stockage des matières traitées.
Constats : Consultation du registre d'entrée 2024.

<p>La date de fin de traitement n'y est pas renseignée. Par contre, d'après une analyse par sondage de la fiche du lot STAI/DV-BU/06-24, l'exploitant est capable d'indiquer la date de fin de traitement de chaque déchet entrant via les fiches de suivi de chaque lot de compost, nommé : "fiche de suivi de lot de production". Par conséquent la traçabilité est assurée.</p> <p>Non conformité de la précédente inspection levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Equipement de détection de matières radioactive

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2013, article 7 .4 . 7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, sans objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est équipé d'un détecteur de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler toutes admission de déchets autres que des déjections animales ou des déchets végétaux.</p> <p>Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à 2 fois le bruit de fond local. [...] Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence a minima annuelle [...].</p> <p>Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure de bruit de fond ambiant. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le document de vérification annuelle du radiamètre portatif réalisé par l'entreprise @m2c. Cette dernière, réalisée le 19 décembre 2023, comprend une mesure du bruit de fond ambiant (0,10 µSv/h) et un étalonnage de l'appareil.</p> <p>L'exploitant indique que le radiamètre utilisé alerte dès le dépassement du bruit de fond ambiant, les opérateurs comparent alors la valeur à deux fois le bruit de fond et prennent les mesures nécessaires.</p> <p>Non conformité de la précédente inspection levée</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Procédé de compostage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2013, article 8. 1. 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des andains</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases (stockage de matière entrante, fermentation et maturation) est [...] limitée à 3 mètres.</p> <p>Si l'exploitant veut porter la hauteur à 5 mètres, il doit au préalable produire et transmettre à l'inspection une étude démontrant que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection la hauteur des andains est d'environ 4 m. Cependant une étude</p>

<p>odeur réalisée le 11 février 2019, par l'entreprise Olentica, alors que les andains avaient déjà une hauteur de 4m, conclut que l'installation émet 7,1 millions d'unité odeur par heure, nettement en dessous de la limite des 20 millions unités odeurs par heure de l'arrêté préfectoral du 20/01/2013. De plus, l'exploitant indique qu'il est techniquement impossible pour l'instant de réaliser des andains de 5m, l'amplitude de la pelle utilisée ne dépassant pas 4m. Aucune plainte n'a été signalée depuis quatre ans.</p> <p>Non conformité de la précédente inspection levée</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Exploitation et déroulement du procédé de compostage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 8.1.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédé de compostage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le procédé de compostage débute par une fermentation aérobique de la matière, avec aération de la matière obtenue par retournements comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 semaines de fermentation aérobique au minimum ; • au moins 3 retournements ; • 3 jours au moins entre chaque retournement ; • 55°C au moins pendant une durée minimale totale de 72h
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, deux fiches de suivi de lots ont été consultées, celle du lot STAI/DV.BU/06-24 et celle du lot STAI/DV.BU/04-24.</p> <p>Sur ces dernières, sont retrouvés les dates de fermentation et le nombre de retournement entre autres. En moyenne, le temps de fermentation est supérieur à deux mois pour les deux lots, et le nombre de retournement est de 4. La partie "journal des événements" des rapports de suivi de lot annexés aux fiches de lots indique un retournement tous les mois environ.</p> <p>L'exploitant explique que le retournement d'un andain complet nécessite 3 jours de travail de l'opérateur. De plus, en raison de la gestion du site, il explique que le retournement ne peut être effectué que lorsque le criblage d'un andain est réalisé, ce qui libère de l'espace sur la plateforme. Cela représente donc une fréquence d'un mois entre chaque retournement.</p> <p>La température des andains est mesurée toutes les heures par des sondes wifi, les données se trouvent dans le "rapport de suivi de lot" qui accompagne les fiches de lots, dans la partie "atteintes des objectifs T°/Temps" se trouve le bilan des données. Les lot 04-24 et 06-24, ont passé respectivement 128 jours et 106 jours à des températures supérieures à 55°C, respectant la prescription de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Non-conformité de la précédente inspection levée</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Déchets admissibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2013, article 8. 1. 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, sans objet</p>

Prescription contrôlée :

Les déchets admissibles dans l'installation sont les suivants :

- matières organiques d'origine végétale (déchets verts et ligneux, rebuts de fabrication de l'industrie, ...) ;
- matières organiques d'origine agricole (fumier, matières stercoraires, ...) ;
- fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM) et assimilées (reliefs de repas, épiluchures, petits déchets de jardins, ...) ;
- fraction fermentescible collectées auprès des marchés, grandes surfaces (déchets rayons fleur, fruits, légumes, ...) ;
- matières organiques issues d'installations classées et composées de matières animales et végétales ;
- boues de station d'épuration urbaines ;
- boues de station d'épuration industrielles.

[...] Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets ou de matières d'une nature différente de celle mentionnées dans l'arrêté d'autorisation susceptible d'entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation initiale est porté à la connaissance du Préfet.

Constats :

L'exploitant a fourni le registre des déchets admis de l'année 2024. Au 7 novembre 2024, le site a accepté des boues de step urbaines, des boues de l'industrie agroalimentaire, des biodéchets sous-produits animaux non conditionnés et des déchets verts en mélange.

L'exploitant indique qu'il ne reçoit plus de sables de balayures de voiries depuis le 22 mai 2019, date de la dernière réception.

Non-conformité de la précédente inspection levée

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Volume autorisé

Prescription contrôlée :

La quantité maximale de déchets admise est de 16 000 t par an, soit 44 t par jour.

Constats :

L'exploitant a présenté le bilan annuel 2023 de la plate-forme de compostage. 12 218,46 tonnes ont été admises, soit 33,48 tonne par jour.

Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2013, article 9. 2. 1.
Thème(s) : Risques chroniques, sans objet
Prescription contrôlée : Les installations d'alimentation en eau de l'établissement sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé tous les mois. Les résultats sont portés sur un registre. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a mis à disposition de l'inspection le registre des relevés mensuels de consommation d'eau de 2023 et 2024. La valeur du compteur est relevée tous les mois depuis avril 2023. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2013, article 4. 1. 1.
Thème(s) : Risques chroniques, consommation annuelle
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes : 500m3 (consommation annuelle maximale)
Constats : L'exploitant a fourni le registre de relevé de consommation en eau potable de l'année 2023 et 2024. Entre le mois d'avril et décembre 2024 la plate-forme a prélevé 11 m3 d'eau et de janvier à octobre 2024 13 m3. Ces valeurs sont nettement inférieures au seuil autorisé de 500 m3. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déchets produits par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 8.1.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Epannage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets et notamment ses déchets compostés en conformité avec la réglementation. Si les déchets compostés ou stabilisés sont destinés à l'épandage sur terres agricoles, celui-ci fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions visées à la section IV "Epannage" de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.
Constats : L'exploitant indique que tout le compost produit sur cette plateforme est normé et

<p>commercialisé.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'épandage pour les composts non normés mais n'a pas épandu de compost depuis 2019. Il a cependant épandu des lixiviats.</p> <p>L'exploitant affirme qu'il transmet en 2025 son bilan d'épandage 2024, ainsi qu'une demande de modification du plan d'épandage pour les lixiviats.</p> <p>L'exploitant a épandu des lixiviats en 2024 et cela sans autorisation préfectorale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 10 : Gestion par lot

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 30</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, sans objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. [...].</p> <p>Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ; • mesures de température et d'humidité relevées au cours du process ; • nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains ; • durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation ; • les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante. <p>[...] Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis sont relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, la fiche de suivi de lot « STAI/DV.DU/04-24 » a été consultée. Sur cette dernière figurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la nature et l'origine des produits ou déchets constituant le lot (Déchets verts broyés, boues, et biodiv) ;

- le nombre et la date des retournements (4 les 24/04/2024 ; 28/05/2024 ; 24/06/2024 ; 08/07/2024) ;
- la durée de la fermentation (3 mois) et de la maturation (1,5 mois) ;
- le pourcentage d'humidité qui est mesuré en fin de maturation est de 39%.

Sur la fiche de lot les mesures d'humidités au cours des différentes phases ne sont pas présentes, l'exploitant indique cependant que l'opérateur réalise un test manuel, prélèvement d'une poignée de compost à la main, en fonction de sa texture après avoir été comprimé dans la main l'opérateur apprécie l'humidité de l'andain.

Le rapport d'analyse pour le lot STAI/DV.DU/06-24 a été mis à disposition de l'inspection. Les analyses prescrites par l'AM du 02/02/1998 ont bien été réalisées et le lot est conforme.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 4.3.7

Thème(s) : Risques chroniques, sans objet

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales de ruissellement de la plate-forme sont collectées et stockées dans les lagunes évoquées à l'article 4.3.6 du présent arrêté.

Constats :

Les eaux ayant ruisselé sur le site sont collectées par les deux lagunes. Ces dernières sont reliées par une canalisation. Aucun rejet n'est possible depuis ces deux bassins, qui n'ont pas d'exutoire. L'eau est en circuit fermé, récoltée, elle est utilisée pour arroser les andains.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Auto surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit

Prescription contrôlée :

Une mesure de la situation acoustique est effectuée au plus tard avant le 31 décembre 2012 puis tous les cinq ans, par un organisme ou une personne qualifiée.

Constats :

L'exploitant fournit la dernière étude acoustique réalisée le 13 juin 2022. Les mesures ont été faites pendant une période de fonctionnement du broyeur en trois points du site. Cette dernière conclut le respect des limites de bruits en période diurne. Pour les trois points, le niveau sonore ne dépasse pas 58 dB, la prescription de l'AP étant de 70 dB en période de jour.

Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Origines géographiques des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 1.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, sans objet
Prescription contrôlée : Les déchets admis sur l'installation proviennent : <ul style="list-style-type: none">• de la région Centre• des départements limitrophes au département du Loiret
Constats : L'exploitant a affiché le registre des intrants de la plateforme. En 2024, les intrants venaient tous de deux départements de la région Centre, le Loiret et le Cher. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Vannes pour la rétention
Prescription contrôlée : Toutes les vannes pour la rétention sont identifiées et leur emplacement fait l'objet d'une signalisation adaptée et visible.
Constats : Le site n'est équipé d'aucune vanne pour la rétention, elles ne sont pas identifiées. L'exploitant indique que les lagunes n'ont pas d'exutoire vers le milieu naturel ou une step, elles fonctionnent en cycle fermé. Ce dernier devra fournir à l'inspection des installations classées un porté à connaissance sur ce sujet ayant pour but de justifier l'absence de vanne et l'impossibilité de rejet vers le milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, lagunes
Prescription contrôlée : les eaux de voirie (lixiviats) sont collectées dans deux lagunes de confinement étanches.
Constats : Lors de la visite sur site il a été constaté la présence d'un revêtement étanche dans les deux lagunes. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Bassins de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 7.6.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, sans objet
Prescription contrôlée : Cette lagune est maintenue en temps normal au niveau permettant de recevoir à tout moment un volume de 240 m ³ provenant des eaux d'extinction incendie.
Constats : La canalisation débouchant dans le premier bassin de la lagune est positionnée de sorte à indiquer le niveau disponible dans les deux bassins communicants. D'après l'exploitant, lorsque le niveau d'eau est en dessous de la canalisation, il reste, entre les deux bassins, un volume disponible pour stocker les eaux incendie de 240m3. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Plage horaire de fonctionnement de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, sans objet
Prescription contrôlée : La plate-forme de compostage fonctionne de 7 heures à 19 heures du lundi au vendredi.
Constats : Actuellement, l'exploitation fonctionne du lundi au samedi. L'exploitant précise que dans le cadre de nouveaux marchés, la plateforme est amenée à fonctionner le samedi. Il transmettra un porter à connaissance au service de l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 18 : Exploitation et déroulement du procédé de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2013, article 8.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des aires de stockages
Prescription contrôlée : L'entreposage des déchets et matières entrantes doit se faire de manière séparée de celui des composts, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet.
Constats : A l'entrée du site sur un panneau figure le plan d'organisation de la plate-forme indiquant les différentes zones de stockages et de dépotage des déchets. L'exploitant utilise également des panneaux pour l'identification des andains (avec le numéro de lot). L'exploitant pourrait envisager, pour définir au sol les zones distinctes de dépose des déchets, des panneaux mobiles à déplacer en fonction des espaces disponibles. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Proportion de déchets verts dans le compost

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/11/2024, article R 543-313
Thème(s) : Risques accidentels, sans objets
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2024, la masse de déchets verts utilisés comme structurants n'excède pas 80 % de la masse de boues d'épuration et de digestats de boues d'épuration utilisée dans le mélange.
Constats : Pour les deux lots STAI/DV.DU/04-24 et STAI/DV.DU/06-24, la proportion de déchets vert utilisés comme structurant est de 30%. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite